

Parallélismes et convergences (III)

I. Gh. Maurer à Paris à l'été 1964 : *Realpolitik* et offensive du sourire

Irina GRIDAN

Le président du Conseil des ministres roumain séjourne dans la capitale française du 27 juillet au 3 août 1964, en compagnie du vice-président du Conseil et représentant de la Roumanie au Comité exécutif du CAEM, Alexandru Bârlădeanu, et du ministre des Affaires étrangères, Corneliu Mănescu. Cette visite est l'occasion pour la délégation roumaine d'approfondir une concertation diplomatique ayant pour fondement les similitudes entre les « satellites récalcitrants » que sont la France et la Roumanie – à l'égard de l'allié américain pour la première, du « grand frère » soviétique pour la seconde. À son arrivée à Orly, la délégation est reçue avec les honneurs. Dans le compte-rendu fait devant les membres du Bureau politique à son retour, I. Gh. Maurer insiste sur les égards protocolaires, bains de foule et autres « petits drapeaux¹ ». Pourtant, l'analyse du processus de décision en amont de cette visite révèle les ambiguïtés des négociations liminaires². Lors de la phase préparatoire, l'habileté des autorités roumaines a permis d'obtenir que la visite soit conforme à leurs souhaits, à la fois d'un point de vue formel et protocolaire, et d'un point de vue politique, avec la définition des ordres du jour. Pourtant, si I. Gh. Maurer se déclare « très satisfait des résultats obtenus à Paris³ », et si l'impact symbolique de la visite est incontestable, la question de sa portée réelle demeure. Est-ce véritablement à l'occasion des contacts pris par I. Gh. Maurer avec les dirigeants français que des décisions importantes pour les relations bilatérales sont prises ? En réalité, ne faut-il y pas voir seulement une coquille, dont le contenu reste pour le moment hypothétique ? Les documents issus des archives diplomatiques françaises permettent de suivre le déroulement de la visite, ainsi que ses conséquences immédiates. Ils conduisent à interroger la perception de la politique étrangère roumaine, à travers les interprétations qui en sont faites par les divers acteurs de la diplomatie française : comment reçoit-on à Paris les gestes roumains à l'égard de la France ? Y a-t-il convergence ou divergence entre les intentions affichées par Bucarest et les motivations de la diplomatie française ? L'habileté et l'entreprise de séduction tous azimuts des officiels roumains permettent-elles un véritable tournant roumain de la diplomatie française ?

Discussions politiques chez le général

La visite de Ion Gheorghe Maurer en France est la première effectuée par un président du Conseil d'une « démocratie populaire » dans un des pays membres de l'Alliance atlantique. Elle illustre un nouveau cours nouveau dans les relations que la Roumanie entretient avec les pays occidentaux et s'inscrit, selon le directeur d'Europe au quai d'Orsay, François Puaux, « dans le

¹ Archives Nationales Historiques Centrales (ANIC), Fonds CC al PCR – Cancelarie, vol. II, dossier n° 33/1964, sténogramme de la réunion du Bureau politique du 4 août 1964.

² C'était là l'objet de la précédente étude que nous avons consacrée aux relations franco-roumaines dans la première moitié de l'année 1964. Cf. GRIDAN Irina, « Parallélismes et convergences (II) I. Gh. Maurer dans l'antichambre parisienne : tractations pour une visite (1964) », *Arhivele totalitarismului*, XVII, 62-63 (2009), p. 36-50. Consultable sur : <http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00621307/fr/>.

³ Archives du Ministère français des Affaires étrangères (AMFAE), série Europe 1961-1970, sous-série Roumanie, dossier n° 253, dépêche AFP, 2 août 1964.

cadre de la politique d'émancipation progressive que la Roumanie poursuit au sein du camp socialiste depuis 1962⁴ ». L'entrevue accordée par le Président de la République française au président du Conseil roumain constitue le point d'orgue de la visite. Intervenant au deuxième jour, l'entretien de Gaulle - Maurer fait suite à la rencontre des Roumains avec le ministre des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville, le 27 juillet. Malgré les spéculations qui ont pu être faites dans certaines démocraties populaires et à Moscou sur le contenu des conversations⁵, l'entretien consiste davantage en un tour d'horizon de questions politiques intéressant la Roumanie et la France, qu'en discussions sur des points précis⁶. Si l'atmosphère est détendue, c'est entre autres parce que les autorités roumaines ont pris grand soin de résoudre avant cette visite certaines des questions susceptibles d'alimenter les tensions, à commencer par l'octroi de visas de sortie à des personnes désirant quitter la Roumanie. Quant aux autres éléments du contentieux, tels les restrictions aux déplacements des diplomates ou encore les questions liées à la propriété, ils ne sont à aucun moment évoqués par les autorités françaises, soucieuses de préserver le climat particulièrement favorable de cette visite.

L'aspect le plus important des entretiens politiques réside dans le pragmatisme dont on entend faire preuve côté français, pragmatisme qui résulte de l'appréciation française de la position internationale de la Roumanie, ainsi que de l'état de ses relations avec l'URSS : « On s'est retrouvé entre Européens, les uns comprenant les difficultés et les problèmes des autres⁷ », affirme-t-on côté français. De Gaulle, tout comme les autres personnalités françaises qui rencontrent la délégation roumaine, met l'accent sur la volonté de ne pas envenimer les relations entre Bucarest et Moscou, que l'on sait tendues. Côté français, il a « été fait preuve de beaucoup de compréhension pour la position du gouvernement de Bucarest et du souci de ne pas compromettre l'équilibre de sa politique extérieure⁸ ». Cette attitude rassurante corrobore la communauté de vues sur des questions politiques majeures. On note au quai d'Orsay que « les Roumains étaient soulagés et reconnaissants de voir [les Français] comprendre leurs problèmes et de ne pas chercher à enfoncer un coin dans leurs relations avec l'URSS⁹ ». La prudence roumaine n'empêche cependant pas le chef du gouvernement de réaffirmer clairement les positions de son pays, notamment son opposition à tout projet d'intégration supranationale au sein du CAEM, ainsi que sa conception « active » de la coexistence pacifique¹⁰.

L'entrevue de la délégation roumaine avec Georges Pompidou intervient le 31 juillet, après que l'essentiel des sujets à l'ordre du jour a été traité lors des négociations des jours précédents. Le Premier ministre reconnaît lui-même qu'il « arrive à la “fumée des cierges”, quand tout est terminé¹¹ ». Dans une atmosphère là encore très détendue, on passe en revue les principaux aspects de la visite, que l'on apprécie positivement des deux côtés. Le contenu est cependant peu substantiel. En dépit de l'insistance particulière de Pompidou sur la coopération

⁴ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, télégramme circulaire au départ n° 90, 1^{er} août 1964.

⁵ Cf. CONSTANTINIU Florin, *O istorie sinceră a poporului român*, Bucarest, Univers Enciclopedic, 2008, 586 p., p. 91-92 : l'auteur rapporte que les services d'espionnage tchécoslovaque et soviétique ont supputé une proposition de soutien français en cas de désir d'association de la Roumanie à la CEE, ou encore la fourniture d'armes – autant d'hypothèses que nous qualifierons de fantaisistes.

⁶ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, compte-rendu de l'entretien entre le général de Gaulle et Ion Gheorghe Maurer du 28 juillet 1964.

⁷ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, note non datée, vraisemblablement rédigée par le directeur d'Europe, François Puaux.

⁸ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, télégramme circulaire au départ n° 90, 1^{er} août 1964.

⁹ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, note non datée.

¹⁰ Ion Gheorghe Maurer déclare : « La coexistence pacifique n'est pas, à notre avis, une tolérance réciproque, une juxtaposition indifférente et passive. Nous donnons à cette notion un sens éminemment actif. Selon nous, la coexistence pacifique a un contenu infiniment plus riche que la cessation de la guerre, froide ou tiède. Ce contenu vivant implique l'utilisation de toutes les ressources, de toutes les possibilités que les États ont de s'entendre et de coopérer. Il implique une circulation incessante des valeurs matérielles et spirituelles, où chaque pays, à partir de sa physionomie propre, peut avoir à donner et à recevoir. » Cf. AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, dépêche AFP, 2 août 1964.

¹¹ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, compte-rendu de l'entretien entre Georges Pompidou et Ion Gheorghe Maurer du 31 juillet 1964.

culturelle, ce sont les questions économiques qui tiennent le haut de l'affiche, à l'image de l'ensemble de la visite de la délégation roumaine.

D'ambitieux pourparlers économiques, de timides discussions culturelles

Malgré la volonté affichée par Bucarest d'étendre les contacts avec la France au champ politique, les préoccupations d'ordre économique et, dans une moindre mesure, culturel, n'en sont pas moins au cœur de toutes les discussions. La composition de la délégation roumaine laisse transparaître d'emblée la primauté accordée à l'économie : hormis les personnalités gouvernementales de haut rang, elle comprend le ministre adjoint du Commerce extérieur, Mihail Petri, et le vice-président du Comité d'État pour la planification, Mauriciu Novac, ainsi que des experts économiques et financiers. Au titre des objectifs économiques de la visite, il s'agit essentiellement de trouver des solutions afin de sortir des « difficultés des échanges commerciaux franco-roumains¹² ». Si le commerce de la Roumanie avec les pays d'Europe occidentale a notablement augmenté depuis la fin des années 1950, la France se situe dans une position moins privilégiée que la RFA et l'Italie, notamment pour ce qui est du poste le plus dynamique des importations roumaines, les biens d'équipement. Remédier à cette situation constitue l'un des objectifs des autorités françaises¹³. Les contacts noués dans ce sens à l'occasion de la visite sont multiples, aussi bien avec l'administration économique qu'avec les milieux patronaux. Dès le premier jour de la visite, Alexandru Bârlădeanu s'entretient avec le ministre des Finances et affaires économiques, Valéry Giscard d'Estaing. Le vice-président du Conseil roumain est également reçu par le ministre d'État chargé de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales, Gaston Palewski, le 28 juillet, avant de se rendre à l'Institut français du pétrole. Une entrevue avec le ministre de l'Industrie, Michel Maurice-Bokanowski, a lieu le 29 juillet, avant la visite du Commissariat à l'énergie atomique sur le plateau de Saclay. Enfin, le 30 juillet, la délégation se rend au Commissariat au plan et au Conseil national du patronat français, où un déjeuner lui est offert par Georges Villiers, avant de prendre part à un dîner organisé par le groupe industriel Schneider.

En tête de l'ordre du jour des discussions économiques figurent les questions des importations roumaines de biens d'équipement : à Paris comme à Bucarest, on souhaite leur accroissement. La contrepartie *sine qua non* réside dans une augmentation correspondante des exportations roumaines vers la France, seule à même de garantir les moyens de paiement nécessaires aux importations¹⁴. Ces deux questions sont fortement corrélées au moment des négociations. Plusieurs voies sont envisageables afin de permettre à la Roumanie de se procurer des devises. La première consisterait à obtenir des crédits à l'exportation à long terme, permettant ainsi de financer un déficit de la balance courante. Les Roumains souhaitent cependant privilégier des modalités de coopération qui ne contribuent pas à l'endettement de leur pays. Parmi elles, la solution la plus intéressante consiste à accroître les exportations à destination de la France. La structure de ces exportations est cependant peu diversifiée, comportant essentiellement des produits pétroliers, du bois et des céréales, dont la France ne souhaite pas s'engager à augmenter

¹² AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 251, télégramme à l'arrivée n° 65-68, 23 janvier 1964.

¹³ L'avènement du gouvernement Mendès-France, en 1954, a joué un rôle clé dans le changement de paradigme économique de la France à l'égard des pays de l'Est en général et de la Roumanie en particulier, cette dernière étant perçue comme un débouché intéressant pour l'économie française, dans le cadre d'une politique d'expansion des exportations. Pour une approche des relations franco-roumaines à cette période attentive à cet aspect, cf. STANCIU Cezar, *Devotați Kremlinului. Alinierea politicii externe românești la cea sovietică în anii '50*, Târgoviște, Cetatea de Scaun, 2008, p. 189 sqq.

¹⁴ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, note sur les relations économiques extérieures de la Roumanie. La Roumanie doit honorer chaque année les échéances des contrats conclus précédemment, de même que les engagements de l'Accord franco-roumain du 11 mars 1959, prévoyant l'indemnisation des biens français par un prélèvement de 8 % sur les exportations de marchandises.

davantage les achats¹⁵. D'autres suggestions, plus novatrices, sont par conséquent soumises par la délégation roumaine : parmi elles, la coopération sur des marchés tiers, ou encore les collaborations en *self-supporting*, consistant pour les investisseurs français à financer la construction d'objectifs industriels en Roumanie et d'importer ensuite la production, dans des conditions avantageuses. Enfin, les Roumains insistent sur le manque de compétitivité-prix des produits français¹⁶, ce à quoi les Français répondent par la nécessité d'un passage à la convertibilité du leu, qui aurait pour effet mécanique de rendre le manque de devises moins pénalisant, hors du cadre d'un bilatéralisme strict. La dernière question abordée, mais non des moindres, est celle du nucléaire, évoquée au cours de l'entretien Palewski-Bârlădeanu du 28 juillet. Lors de la visite de la centrale EDF de Chinon le 2 août, Maurer confie qu'il « estime que la Roumanie [...] doit se procurer une centrale nucléaire¹⁷ ». Bien qu'ayant engagé des prospections en ce sens dans les pays anglo-saxons¹⁸, elle semble particulièrement intéressée par une collaboration française qui aurait l'avantage, grâce à sa filière basée sur l'uranium naturel, de lui garantir une indépendance d'approvisionnement à l'égard de l'URSS¹⁹. Stratégiquement, « traiter avec la France de l'achat d'un réacteur permettrait [selon Maurer] d'éviter un choix politique délicat entre les fournisseurs russes et américains²⁰ ».

En comparaison de l'économie, la place des questions culturelles dans les négociations est réduite à la portion congrue, constituant, côté roumain, « un ensemble complexe où s'entremêlent tentations et méfiances²¹ ». À l'inverse des pratiques des années précédentes, on observe une relative décorrélation des enjeux culturels et économiques. Il est étonnant de constater que la hiérarchie des problèmes, qui accorde la priorité aux enjeux politiques et économiques, emporte désormais l'assentiment de la France. Ses représentants avaient toujours jusqu'alors instrumentalisé ces aspects, dans le but manifeste d'obtenir des avancées culturelles. Au cours de l'année 1964, une césure émerge entre les positions des diplomates en poste à Bucarest d'une part, et celles de certains fonctionnaires du Quai et membres du gouvernement de l'autre : si les premiers établissent encore un lien indissoluble entre pourparlers économiques et questions culturelles, les seconds sont beaucoup plus enclins à entendre les exhortations roumaines à la discrétion et leur volonté de mettre au volet culturel des négociations une prudente sourdine²². Dans la phase préparatoire de la visite, les diplomates souhaitaient voir la signature de l'Accord scientifique et technique conditionnée à de réelles avancées en matière culturelle ; ils n'ont pas été suivis²³. Le pragmatisme dont les dirigeants français choisissent de faire preuve tranche avec le « sentimentalisme » ayant souvent eu cours dans les pourparlers culturels. L'Accord signé le 31 juillet, qui aurait en principe dû ressortir du registre de la coopération culturelle, comprend des dispositions qui en modifient la teneur dans le sens d'une collaboration et d'échanges d'expérience à visée économique²⁴. Tout en soulignant les « les tiraillements, les hésitations et les

¹⁵ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, note sur les relations économiques et financières entre la France et la Roumanie. Pour ce qui est des produits pétroliers notamment, on souligne au quai d'Orsay que le ministère des Finances désire « conserver le maximum de possibilités pour les négociations du nouvel accord franco-soviétique ».

¹⁶ Les Français ont par exemple perdu un contrat de commandes de locomotives, passé auprès d'un fournisseur suédois et non auprès du groupe Schneider, dont les prix étaient 40 % plus chers.

¹⁷ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, note du 3 août 1964.

¹⁸ La Roumanie a tenté, en février 1964, d'acquiescer une centrale de 300 MW en Grande-Bretagne, avant d'envisager l'achat aux États-Unis d'une centrale de 500-600 MW, lors du voyage de la mission Gaston Marin.

¹⁹ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, note d'André Hannotiaux : « La technique de l'uranium naturel laisserait la Roumanie indépendante pour ses approvisionnements, contrairement à la technique de l'uranium enrichi qui la rendrait tributaire des 2 ou 3 pays qui disposent d'usines de séparation isotopique. »

²⁰ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, note du 3 août 1964.

²¹ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, note sur les relations culturelles de juillet 1964.

²² Cf. ANIC, CC al PCR – Cancelarie II, 33/1964, réunion du BP du 4 août 1964.

²³ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, lettre à Jean-François Noiville, 31 juillet 1964 : « Le ministre a accepté de disjoindre l'accord culturel du texte scientifico-technique demandé par les Roumains. [...] Je ne vous cacherai pas que l'abandon du lien culturel – scientifico-technique a déçu les services, mais telle était la volonté formelle, et qui s'est ensuite confirmée de la façon la plus nette, du ministre. »

²⁴ On n'hésite pas au Quai à évoquer le « peu de consistance » de cet Accord. Cf. AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 251, note pour le directeur du cabinet du 29 juillet 1964.

pauses qui ont jalonné depuis quatre ans la reprise de relations culturelles plus actives avec la Roumanie²⁵ », les autorités françaises font preuve de souplesse sur des questions qui tenaient auparavant le haut de l'affiche. Ainsi, sur la question de la réouverture de l'Institut français, la position française est on ne peut plus conciliante : « Les Roumains se sont montrés très soucieux de ne consentir à aucune puissance étrangère des avantages qui pourraient ensuite être exploités par une autre puissance étrangère (URSS) pour réclamer à son tour une position privilégiée. Nous avons compris et admis cette donnée de base, ce qui a vivement satisfait la délégation [roumaine]²⁶. » Devant ces acquis qui semblent à première vue faire de la visite un véritable succès pour les Roumains, il convient de s'interroger sur l'habileté de la stratégie déployée afin d'imposer aux négociations une direction et des limites si strictement conformes aux vues de Bucarest.

Une entreprise de séduction tous azimuts

Les décideurs roumains mènent à Paris une intense campagne de séduction auprès des dirigeants français et de l'opinion publique, campagne dont les déterminants psychologiques ne sont pas absents : la francophilie – et la francophonie – affichées par les membres de la délégation roumaine, Ion Gheorghe Maurer en premier lieu²⁷, sont reprises par les médias et jouent un rôle important afin de marquer positivement les esprits²⁸. Les milieux politiques, culturels et économiques, y sont unanimement sensibles. Lors de la réception donnée à l'ambassade de Roumanie le 28 juillet, Louis Joxe souligne la que la « tradition d'amitié [franco-roumaine] s'exprime de manière frappante dans une parenté linguistique dont [le président du Conseil est] un représentant d'une rare qualité²⁹ ». Le président de l'ORTF, Wladimir d'Ormesson, membre de l'Académie française, affirme à son tour : « Comment ne serions-nous pas sensibles à la perfection avec laquelle tant de Roumains parlent notre langue – vous en donnez l'exemple, M. le Président³⁰. » Enfin, les discussions économiques sont, selon un observateur français, marquées par « un excellent climat de détente et de bonne humeur, que la connaissance de notre langue par les Roumains [facilite] sans doute grandement³¹ ».

Au-delà de cette proximité culturelle, il s'agit de donner à voir l'image de dirigeants compétents et ouverts, loin du dogmatisme et des crispations caractéristiques des relations franco-roumaines des années précédentes. Maurer tranche avec la figure stéréotypée des dirigeants communistes, que l'on façonne en France à l'aune des impressions laissées par le voyage de Nikita Khrouchtchev, au printemps 1960. À l'issue de la visite, un haut fonctionnaire français note que « dès l'arrivée de la délégation roumaine, il a paru que les contacts seraient facilités sur le plan humain. [...] Les Roumains ont fait une bonne impression personnelle, on a trouvé qu'ils ne correspondaient pas à l'image classique du Roumain "sauteur", et de fait, M. Maurer est un homme intelligent, solide, nuancé, avec une tête politique³² ». Le chef du gouvernement est le pivot de la délégation reçue à Paris, l'homme sur lequel la stratégie roumaine de communication et de négociation repose en majeure partie. Le directeur d'Europe au quai d'Orsay note que « M. Maurer personnellement a produit sur ses interlocuteurs l'impression d'un homme d'État intelligent, menant méthodiquement, et non sans courage, une action toujours

²⁵ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, note sur les relations culturelles.

²⁶ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, note non datée.

²⁷ De mère française, Ion Gheorghe Maurer est parfaitement francophone. Le président du Conseil n'a jamais d'interprètes lors de ses entretiens avec les hommes politiques français. Cf. BETEA Lavinia, *Partea lor de adenăr. Maurer și lumea de ieri. Mărturiile despre stalinizarea României*, Bucarest, Éd.Compania, 2008, 647 p., p. 362.

²⁸ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, dépêche APF du 27 juillet : « M. Maurer, dans sa réponse faite en excellent français, a exprimé ses remerciements au nom du gouvernement roumain pour la chaleur de l'accueil qui avait été réservé à sa délégation » ; dépêche AFP, 31 juillet 1964, évoque « le parfait français auquel M. Maurer a habitué les journalistes et ses interlocuteurs ».

²⁹ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, dépêche AFP, 28 juillet 1964.

³⁰ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, allocution du 30 juillet 1964.

³¹ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, note d'André Hannotiaux.

³² AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, note non datée.

contrôlée³³ ». C'est un homme politique expérimenté, ayant été ministre des Affaires étrangères, ministre des Affaires économiques, président de l'Assemblée nationale. Son rôle dans la conduite de la politique extérieure en ces années charnières pour la diplomatie roumaine est primordial. C'est l'homme de confiance de Gheorghiu-Dej, qui lui réserve les missions les plus délicates. Avant de se rendre à Paris fin juillet, Maurer a notamment effectué une visite très importante et remarquée en Chine, au mois de mars 1964. Début juillet, c'est lui qui mène des pourparlers plus que périlleux avec les dirigeants soviétiques, à Moscou³⁴. Ces deux visites illustrent bien sa place centrale dans la répartition des tâches entre membres du Bureau politique : lorsque la Roumanie souhaite asseoir sa place au sein du mouvement communiste international en dialoguant avec Pékin, ou lorsqu'elle est en position délicate, comme c'est le cas à Moscou, Maurer est l'homme de la situation. Il n'est donc pas étonnant que ce soit ce fin négociateur qui préside la délégation roumaine lors de son séjour parisien.

Le président du Conseil est secondé par une équipe d'hommes dont les compétences dépassent les espérances des interlocuteurs français. Alexandru Bârlădeanu, « joyeux vivant, très actif et doué d'une vive intelligence³⁵ », fait « forte impression³⁶ » lors des pourparlers économiques, emportant sympathies et respect au profit des représentants de son pays. Globalement, on relève au quai d'Orsay que les « experts économiques [...] ont également fait impression par leur intelligence, la connaissance du dossier, le sérieux avec lequel ils avaient étudié le problème³⁷ ». Le ministre des Affaires étrangères, Corneliu Mănescu, impressionne par « son intelligence et son dynamisme³⁸ », sans compter qu'il parle couramment français. Les appréciations sont également très positives pour les autres membres de la délégation, à l'image du directeur d'Europe occidentale, Corneliu Bogdan, « très fin et parlant bien le français³⁹ ».

Pour comprendre cette « atmosphère de compréhension mutuelle⁴⁰ », il convient également d'insister sur le discours que le président du Conseil roumain tient à Paris. Il est tout à fait remarquable qu'il parvienne à parler aux Français dans leur langage, et ce à un double titre. Au sens propre en premier lieu, puisque comme nous l'avons vu, Maurer parle un excellent français. Au sens figuré en second lieu, en tenant des propos où la question de la coopération culturelle, de l'admiration pour la culture française et pour les traditions humanistes de la France occupe une place primordiale. À l'issue de la visite, Maurer ne manque pas de rappeler l'admiration vouée en Roumanie à la civilisation et à la « magnifique culture » françaises, tout en louant « les traditions valables d'une aussi ancienne amitié que l'amitié franco-roumaine⁴¹ ». Ces déclarations font écho aux propos avec lesquels Louis Joxe avait accueilli la délégation à son arrivée, précisant qu'on y voyait côté français l'occasion de renouer, « après beaucoup de vicissitudes, de profondes transformations et une longue interruption, une ancienne tradition, celle de l'amitié franco-roumaine⁴² ». L'ensemble de ces marques d'attention réciproques fait ainsi resurgir « les vieux souvenirs de l'amitié d'autrefois⁴³ » et ne manque pas de susciter des réactions nourries ; non seulement en France et en Roumanie, mais également chez leurs partenaires diplomatiques respectifs.

³³ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, télégramme circulaire au départ n° 90, 1^{er} août 1964.

³⁴ Pour les pourparlers roumano-soviétiques de juillet 1964, nous nous renvoyons à GRIDAN Irina, « Bucarest-Moscou : le ferment nationaliste des dissensions bilatérales (1964) », *Les politiques étrangères de l'URSS et des démocraties populaires. Actes du colloque des 27 et 28 mai 2011. Relations internationales*, n° 148, automne-hiver 2011, à paraître.

³⁵ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, fiches signalétiques des personnalités faisant partie du voyage.

³⁶ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, note de la sous-direction d'Europe orientale, 27 juillet 1964.

³⁷ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, note non datée.

³⁸ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, fiches signalétiques.

³⁹ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, fiches signalétiques.

⁴⁰ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, communiqué franco-roumain du 31 juillet 1964.

⁴¹ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, dépêche APF, 2 août 1964.

⁴² AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, dépêche APF, 27 juillet 1964.

⁴³ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, note non datée.

Une visite qui fait couler beaucoup d'encre

Les autorités françaises craignent que la couverture médiatique de cette « visite qui a éveillé à l'Est comme à l'Ouest un vif intérêt⁴⁴ » ne donne lieu à polémiques et interprétations hasardeuses. Un fonctionnaire du quai d'Orsay confie qu'ont été prises « quelques précautions pour [que le voyage] ne soit pas interprété à tort et à travers. En particulier nous avons indiqué qu'il ne fallait aucunement y voir la marque d'une manœuvre antisoviétique [...]. Je crois que ces avertissements ont porté, et que les commentateurs les plus sérieux ont pu donner le "la" à l'ensemble de la presse. [...] La presse s'est abstenue de chercher le sensationnel là où il fallait à tout prix ne pas en trouver⁴⁵ ». Ion Gheorghe Maurer se déclare quant à lui « particulièrement satisfait de la presse française », dans laquelle il ne relève « aucune fausse note⁴⁶ ». *Le Monde*, *Le Figaro*, *L'Aurore* et *Combat* présentent les pourparlers avec la délégation roumaine sous un jour très positif. Le traitement de l'événement par *L'Humanité* laisse en revanche à désirer selon les autorités roumaines, qui estiment qu'il reflète la position d'un PCF étroitement inféodé aux positions moscovites – et partant circonspect à l'égard de la diplomatie roumaine⁴⁷.

À Bucarest, c'est « avec un très grand luxe de détails⁴⁸ » que la presse rend compte de chacune des étapes de la visite, *Scântea*, l'organe du Parti ouvrier roumain, lui accordant « une place exceptionnelle⁴⁹ ». Là où le voyage de Maurer à Moscou, au début du mois de juillet, n'avait eu droit qu'à des entrefilets dans les pages intérieures du journal, la visite à Paris est d'abord intensément préparée, par des articles consacrés à la célébration du 14 juillet ou à la politique du général de Gaulle, avant de faire continûment la « une » du 28 juillet au 4 août. On souligne à l'ambassade de France que « ce traitement tout à fait particulier » vise à « exploiter [...] une sorte de légitimation officielle du régime par celui des pays d'Occident qui compte le plus pour l'opinion » et à « flatter le sentiment national roumain⁵⁰ ».

La visite de la délégation roumaine en France est également observée de près dans les capitales des autres pays occidentaux et notamment chez les partenaires de la France au sein de la CEE. Christian d'Aumale, chargé d'affaires de France en RFA, note qu'à Bonn elle a été « suivie avec un vif intérêt. À l'*Auswärtigen Amt* [...], les services compétents voient dans l'événement une manifestation positive de cette politique de mouvement en Europe orientale, que Bonn entend aussi mettre en œuvre⁵¹ ». *Die Welt* estime que les Roumains « ont ouvert une fenêtre vers l'Ouest⁵² », d'autres publications voyant dans le resserrement des liens avec la Roumanie un terrain propice à une action franco-allemande conjointe, un an et demi après la signature du traité de l'Élysée. Aux États-Unis, les journaux insistent surtout sur « la conclusion éventuelle de marchés concernant la fourniture de biens d'équipement, notamment de matériel relatif à la pétrochimie et peut-être même de réacteurs nucléaires⁵³ ». Le fait que I. Gh. Maurer soit reçu par le général de Gaulle est interprété comme emblème d'une visite dont la portée économique se double d'un enjeu politique majeur. *Le New York Herald Tribune* ne s'y trompe pas : « Quels que soient les résultats de la rencontre, celle-ci revêt une grande importance, ne serait-ce que parce qu'elle a lieu⁵⁴. »

⁴⁴ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, télégramme circulaire au départ n° 90, 1^{er} août 1964.

⁴⁵ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, note non datée.

⁴⁶ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, note du 3 août 1964.

⁴⁷ La brouille est perceptible dès avant la visite, les réactions roumaines à la mort de Maurice Thorez étant plus que limitées. Cf. entrefilets dans *Scântea* des 13, 16 et 17 juillet 1964. Le climat s'améliore cependant au cours de la visite des Roumains, *L'Humanité* évoquant le jour du départ de la délégation ses « fructueuses tentatives ».

⁴⁸ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, télégramme à l'arrivée n° 934, 28 juillet 1964.

⁴⁹ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, télégramme à l'arrivée n° 937, 28 juillet 1964.

⁵⁰ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, télégramme à l'arrivée n° 951-956, 4 août 1964.

⁵¹ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, dépêche n° 1189/EU, 5 août 1964.

⁵² AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, dépêche n° 1189/EU, 5 août 1964.

⁵³ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, télégramme à l'arrivée n° 4667-4670, 27 juillet 1964, Washington.

⁵⁴ *New York Herald Tribune* du 30 juillet 1964, dans AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253.

La place accordée à la visite par la presse soviétique est pour le moins restreinte. Le 28 juillet, les *Izvestia* reprennent de manière laconique la dépêche TASS annonçant l'arrivée à Paris de la délégation roumaine. Le 29, *Trud* évoque l'entrevue de I. Gh. Maurer avec le général de Gaulle⁵⁵. La *Pravda* ignore superbement la visite jusqu'au 1^{er} août, lorsqu'elle fait en « quatrième page une analyse sommaire, mais objective, du communiqué final⁵⁶ ». Le même traitement de l'information semble prévaloir dans la presse bulgare et est-allemande⁵⁷, cependant qu'à Varsovie et à Belgrade on note un plus grand sens du détail⁵⁸. À Pékin, le ton se veut empreint d'une certaine neutralité⁵⁹. Dans les pays de démocratie populaire, les réactions semblent donc partagées entre la volonté de ménager l'URSS et un *a priori* positif à l'égard de l'activisme roumain. Au quai d'Orsay, on relève que « du côté de certains pays d'Europe tels la Pologne, une petite jalousie a paru se manifester à l'égard des Roumains⁶⁰ ». L'ambassadeur de France à Budapest, Pierre Francfort, souligne que « l'éclat des manifestations de la politique occidentale des Roumains peut provoquer un certain malaise chez les dirigeants hongrois et les gêner dans la mesure où, désirant poursuivre leurs ouvertures vers l'Occident et ne pas rester trop en arrière de leurs voisins, ils [hésitent] cependant à s'engager dans une voie qui peut prendre dans une certaine mesure les apparences d'un dégagement vis-à-vis de l'URSS⁶¹ ». Pourtant, au vu des résultats de la visite, nous pouvons nous demander si, au-delà de l'importance politique incontestable, ce battage médiatique n'occulte pas de bien maigres réalisations effectives.

« Le sac plein⁶² » ? Bilan et perspectives

L'optimisme des dirigeants roumains sur les résultats tangibles, le développement et l'approfondissement des relations franco-roumaines à l'occasion de cette semaine parisienne, doit être nuancé. Cela ne revient pas à dénier toute portée à cette visite, mais simplement à déplacer le curseur sur les domaines où sa signification est indiscutable. Dans une analyse rétrospective de la visite roumaine, le sous-directeur d'Europe orientale au quai d'Orsay souligne qu'il ne faut rien y déceler « de spectaculaire, mais le désir commun [...] d'aller de l'avant de façon progressive et constante⁶³ » : il s'agit simplement d'« un bon départ⁶⁴ ». Maurer souligne lui-même que la visite a permis l'émergence de « prémisses certaines pour le développement continu des relations entre la France et la Roumanie⁶⁵ ». Malgré la couverture médiatique de l'événement et les déclarations politiques, ces « conversations exploratoires⁶⁶ » semblent avant tout constituer un « événement de portée symbolique⁶⁷ ». Sur le plan des réalisations, le seul texte signé par les représentants des deux pays est l'Accord scientifique et technique, que l'on qualifie côté français de « cadre qui doit être maintenant meublé⁶⁸ ». En matière culturelle, la France et la Roumanie s'engagent à négocier dès l'automne un accord culturel. Sur le plan économique, on tempère côté français les ardeurs roumaines et on ne veut pas précipiter les choses : Olivier Wormser, directeur des Affaires économiques et financières au quai d'Orsay, estime ainsi qu'il est « plus sage et plus prudent [...] d'en reparler au début de l'hiver⁶⁹ ». M. Wahl, chef de service aux Finances extérieures, tempore

⁵⁵ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, télégramme à l'arrivée n° 943-944, 31 juillet 1964.

⁵⁶ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, télégramme à l'arrivée n° 3909, 1^{er} août, Moscou.

⁵⁷ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, dépêche n° 535/EU, 11 août 1964, Berlin.

⁵⁸ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, télégramme à l'arrivée n° 1297-1298, 29 juillet 1964, Varsovie.

⁵⁹ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, télégramme à l'arrivée n° 521, 31 juillet 1964, Pékin.

⁶⁰ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, note non datée.

⁶¹ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, dépêche n° 384/EU, 5 août, Budapest.

⁶² AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, compte-rendu de l'entretien entre Georges Pompidou et Ion Gheorghe Maurer du 31 juillet 1964.

⁶³ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, note non datée.

⁶⁴ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, note non datée.

⁶⁵ Cf. AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, dépêche AFP, 2 août 1964.

⁶⁶ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, dépêche AFP, 31 juillet 1964.

⁶⁷ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, note non datée.

⁶⁸ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 252, note non datée.

⁶⁹ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, compte-rendu de la réunion franco-roumaine du 28 juillet 1964.

à son tour en déclarant qu'« il ne serait pas sage de prévoir une négociation commerciale avant le début de l'année prochaine, par exemple au mois de février⁷⁰ ». Le principe de négociations préalables à la mise au point d'un accord commercial à long terme est finalement retenu, pour la fin du mois de novembre. Les Roumains souhaiteraient que l'accord porte sur 5 ans, les Français sont favorables à un nouvel accord de 3 ans⁷¹, avec une possibilité d'extension de 2 années supplémentaires.

Le contexte des événements intervenus en URSS à l'automne, avec l'éviction de Nikita Khrouchtchev du secrétariat du PCUS, ne remet pas en cause de la volonté roumaine de rapprochement avec la France. La concrétisation des engagements pris à l'été est cependant une affaire au long cours. Dans le cadre des pourparlers culturels, les autorités roumaines remettent à Jean-Louis Pons, au mois de septembre 1964, un plan de suggestions prévoyant un « accroissement très marqué des échanges⁷² ». Fin septembre, la visite à Paris d'une délégation parlementaire présidée par Ștefan Voitec illustre la régularité des contacts politiques de haut rang entre les autorités françaises et roumaines. Dans le domaine économique, le CNPF s'était proposé d'envoyer en Roumanie une « mission chargée de prospecter les possibilités d'achats français en Roumanie⁷³ ». Fin septembre, ce projet n'a pourtant connu aucun début de réalisation, au grand dam des diplomates roumains, qui y voyaient un préalable à l'ouverture des discussions sur les achats roumains de biens d'équipement en France. Malgré cette léthargie initiale, des contacts décisifs – bien que non officiels – interviennent néanmoins au début de l'automne : chaque visite de représentants roumains est mise à profit pour préparer les pourparlers économiques, qui doivent intervenir au début de l'hiver. C'est le cas de la visite à Paris, en octobre 1964, de Mihail Florescu, ministre roumain de l'Industrie chimique et du pétrole⁷⁴ : les entretiens de ce dernier avec le ministre de l'Industrie, Michel Maurice-Bokanowski, sont l'occasion d'aborder les questions restées en suspens en juillet. De même, la visite en France en octobre du vice-président du Conseil roumain en charge des questions agricoles, Alexandru Moghioroș, permet de poursuivre les discussions avec le ministre français de l'Agriculture, Edgar Pisani, que Ion Gheorghe Maurer avait rencontré à Saumur début août⁷⁵. Les négociations économiques sont également à l'ordre du jour des entretiens entre Alexandru Bârlădeanu et Valéry Giscard d'Estaing, à la mi-novembre 1964⁷⁶. Ce ballet des délégations roumaines permet aux fonctionnaires du quai d'Orsay d'affirmer que « la reprise de contact entre la France et la Roumanie, qui avait culminé en juillet avec le voyage de M. Maurer, ne s'est pas relâchée⁷⁷ ». Malgré les avancées et réalisations immédiates relativement minces, il y a indéniablement un changement d'atmosphère dans les relations franco-roumaines.

Conclusion

Afin de saisir correctement la portée de la visite de I. Gh. Maurer en France, ainsi que sa place dans la diplomatie mise en œuvre par Paris à destination de l'Est européen, il convient de la situer dans le contexte d'un volontarisme partagé. Côté français, les visites et contacts de haut rang avec les démocraties populaires se multiplient. La rencontre avec le président du Conseil roumain, si elle suscite un écho inégalé, n'en demeure pas moins le maillon d'une politique globale d'ouverture vers l'Est, dont il faut appréhender la cohérence d'ensemble. Les ministres des Affaires étrangères de Yougoslavie, de Tchécoslovaquie et de Bulgarie se rendent à Paris fin

⁷⁰ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 253, compte-rendu du déjeuner franco-roumain du 29 juillet.

⁷¹ L'accord commercial de trois ans en vigueur couvre la période allant du 1^{er} janvier 1963 au 31 décembre 1965.

⁷² AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 251, note de la sous-direction d'Europe orientale, 24 septembre 1964.

⁷³ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 251, note de la sous-direction d'Europe orientale, 24 septembre 1964.

⁷⁴ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 251, télégramme au départ n° 511, 7 octobre 1964.

⁷⁵ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 251, note de la sous-direction d'Europe orientale, 31 octobre 1964.

⁷⁶ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 251, télégramme au départ n° 637-638, 12 novembre 1964.

⁷⁷ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 251, note de la sous-direction d'Europe orientale, 3 novembre 1964.

novembre 1964, celui de Hongrie au début de l'année 1965⁷⁸. La Roumanie a-t-elle joué un rôle précurseur en la matière ? À en croire les réactions dans les capitales orientales suite à la visite de Ion Gheorghe Maurer, il semblerait que tel soit le cas. Côté roumain, il convient de replacer la visite à Paris dans le contexte général d'une politique très active de rapprochement avec les pays occidentaux. Le séjour en France intervient après la visite de Gheorghe Gaston Marin aux États-Unis début 1964, qui a été l'occasion de signer un accord commercial avec Washington⁷⁹ ; la même année, le ministre adjoint des Affaires étrangères, Gheorghe Pele, s'est rendu en Allemagne fédérale ; Gheorghe Rădulescu, vice-président du Conseil, a été reçu en Italie et Gheorghe Apostol, également vice-président du Conseil, vient d'effectuer une visite en Autriche. Il s'agit donc bel et bien d'une politique d'envergure, dont les déterminants économiques sont essentiels, mais qui se double d'une portée politique incontestable. Dès lors, l'absence de réaction de l'Union soviétique interpelle. Faut-il y voir le signe du succès des missions d'explication roumaines à Moscou, en particulier du voyage effectué par Ion Gheorghe Maurer et Alexandru Bârlădeanu début juillet ? En réalité, la question de la visite en France des Roumains n'y est abordée qu'en passant⁸⁰. En revanche, il est remarquable que lors de ces entretiens, les dirigeants roumains donnent l'image d'une équipe particulièrement soudée⁸¹, au moment même où des frictions se font jour parmi les leaders moscovites. Parallèlement, Bucarest a su donner aux contacts avec Paris une forme originale, faite d'un rapprochement multiforme autour d'intérêts bien compris, mais tirant également parti de l'héritage de l'amitié franco-roumaine. Le succès de la visite de Maurer, tel qu'il s'affiche dans les médias dans sa composante symbolique, garantit en quelque sorte une protection aux démarches roumaines contre les foudres du Kremlin. Surtout, la Roumanie a habilement su tirer parti d'un contexte d'affaiblissement de l'URSS sur la scène internationale : la perte de prestige de Khrouchtchev suite à la crise de Cuba, le conflit sino-soviétique et la bonne tenue des relations roumano-yougoslaves sont autant d'éléments dont la combinaison permet à Bucarest d'élargir la marge de manœuvre de sa politique extérieure, notamment à l'égard de la France.

À la faveur du rapprochement politique, des avancées sont obtenues dans le domaine culturel : un Accord culturel franco-roumain conclu pour deux ans est signé par Corneliu Mănescu à Paris en janvier 1965⁸². Mais c'est essentiellement dans le domaine économique que le réchauffement des relations franco-roumaines enregistre ses résultats les plus spectaculaires. L'économie constitue pour la France un excellent moyen de reprendre la place qui fut la sienne en Roumanie au lendemain de la Première Guerre mondiale. De grandes entreprises comme Renault et Citroën pour l'automobile, l'Aérospatiale pour les hélicoptères y engagent des coopérations fructueuses dans le cadre de l'accord commercial pour 5 ans, signé le 8 février 1965 à Bucarest en présence de Valéry Giscard d'Estaing, précédé par le passage à la convertibilité du leu le 1^{er} janvier⁸³. Le réchauffement multiforme des relations franco-roumaines est également perceptible dans le domaine politique : en mars 1965, la France est en effet le seul pays occidental à être représenté au niveau gouvernemental aux obsèques de Gheorghe Gheorghiu-Dej. La bonne tenue des relations franco-roumaines n'est pas remise en cause par son successeur et continuateur en matière de politique extérieure, Nicolae Ceaușescu.

⁷⁸ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 251, télégramme circulaire au départ n° 174, 9 décembre 1964.

⁷⁹ Pour une présentation synthétique du rapprochement roumano-américain, cf. ANTON Mioara, *Ieșirea din cerc. Politica externă a regimului Gheorghiu-Dej*, Bucarest, Academia Română, INST, 2007, 242 p. p. 155-156.

⁸⁰ ANIC, CC al PCR – Secția Relații externe, 35/1964, vol. I, minutes des pourparlers avec la délégation soviétique, 9 juillet 1964, p. 99-101.

⁸¹ TĂNASE Stelian, *Elite și societate. Guvernarea Gheorghiu-Dej 1948-1965*, Bucarest, Humanitas, 1998, 275 p., p. 216. L'importance de ce « haut degré de cohésion, par contraste avec la direction du PCUS », constitue l'un des facteurs essentiels dans la prise de distance de l'« élite locale » par rapport à l'« élite suzeraine ».

⁸² AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 254, note de la sous-direction d'Europe orientale sur les relations politiques franco-roumaines, 2 février 1965.

⁸³ AMFAE, Europe 1961-1970, Roumanie, 254, note de la DAEF sur les relations franco-roumaines, 21 septembre 1965.